

LE TOURNANT

Ce numéro de *Cantonade* vous est parvenu avec un certain retard. la partie qui se joue en presse quotidienne nous l'a imposé. A l'heure où ces lignes sont écrites, les pouvoirs publics n'ont toujours pas donné leur réponse pour la mise en place de ce « nouveau plan social », dont le contenu « officiel » nous a été communiqué au siège du SPP par Jean Miot le 11 juin 1993 et que nous publions ci-contre. Ce ne devrait être maintenant qu'une question de jours.

Nous sommes confrontés aujourd'hui à une situation sans précédent, et ce n'est pas un artifice de langage. Sans précédent parce que l'on peut nourrir quelques doutes sur la volonté patronale de maintenir réellement le cadre paritaire actuel ; que ce plan utilise avec machiavélisme toutes nos différences pour tenter de les transformer en divisions ; et, surtout, qu'il prévoit de limiter au maximum toute négociation régionale et qu'il laisse libre cours à chaque entreprise de proposer un plan « sur mesure », catégorie par catégorie.

AVANT d'en arriver là, les éditeurs n'ont pas lésiné sur les moyens. Ils nous ont soumis à une pression constante, « une préparation psychologique », qui s'est manifestée dans les entreprises, particulièrement dans le groupe Hersant, par une série de provocations au quotidien, allant de la décision de mettre à la porte, sur-le-champ, un correcteur pour une intervention controversée sur le texte une journée de tractations pour que la direction revienne sur sa décision au non-paiement des heures supplémentaires pour certaines catégories, en passant par des retenues sur salaire – pour des réunions du personnel qui dépassaient le quart d'heure conventionnel –, appliquées évidemment dans le plus grand arbitraire, jusqu'à la remise en question unilatérale d'accords d'entreprise (un argument de plus, si besoin était, pour négocier l'essentiel au plan régional). Néanmoins, nous ne sommes pas tombés dans le piège.

C'est d'ailleurs au cours d'une de ces réunions avec l'ensemble du bureau de l'Inter pour dénouer les conséquences d'une de ces provocations que Philippe Villin, à la surprise générale, annonçait brutalement la couleur et sa décision de nous soumettre rapidement un plan de « survie » pour son groupe et d'indiquer que si les autres éditeurs le souhaitaient, il se proposait d'en être le « sherpa » pour l'ensemble de la presse. Ce plan « docker » fut publié par les médias avant même de nous être communiqué. Moins de quinze jours plus tard, un « document de travail » du SPP en direction des pouvoirs publics était rendu public (une « fuite », paraît-il). Nous en publions ici quelques extraits significatifs (voir folio 1). Et, enfin le 11 juin, Jean Miot nous communiquait avec une certaine solennité son plan, qu'il transmettait dans la foulée à Edouard Ballardur. Donc, côté mise en condition, ils n'ont pas ménagé leur peine... et la nôtre, car nous avons consacré dans cette période beaucoup de temps et d'énergie à négocier ce qui l'était déjà et à tenter de contraindre les patrons à honorer leur signature.

Parallèlement, l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement et les déclarations de certains de ses ministres ne laissent planer aucun doute sur leurs intentions à notre égard. Ils ne peuvent pas être en reste avec

leurs prédécesseurs socialistes, qui ont eu le « courage » de se payer les dockers... Ajoutons à cela une situation économique délicate pour la grande majorité des quotidiens nationaux, qu'il est difficile de nier raisonnablement, et le décor est planté.

Une attaque sans précédent sur trois fronts : économique, technologique et politique. L'addition de l'économique et du technologique suffit d'ailleurs à répondre en partie à l'intention politique.

L'accord-cadre signé dans la douleur en juin 1992 prenait déjà en compte une situation économique difficile et préparait la mise en place progressive d'une phase importante de la modernisation, avec un positionnement nouveau des métiers. Apparemment, rien de nouveau depuis un an sur le plan technologique, sauf peut-être en photogravure. Rien de nouveau non plus sur le plan économique, si ce n'est une aggravation de la crise, que les éditeurs estiment « durable » (plan Ballardur, baisse importante du marché des petites annonces, de la publicité, conséquences des lois Sapin et Evin et baisse du lectorat).

Rien qui ne justifie pour autant de remettre fondamentalement en question l'accord-cadre. D'ailleurs, les patrons ne revendiquent pas sa remise en cause, ils préfèrent dire qu'il faut maintenant « aller plus loin ». Et « plus loin », pour eux, c'est une accélération de la diminution des effectifs et la destruction des ateliers en prépresse dans l'optique du « tout-rédactionnel » dans ce secteur. Ce qui implique, dans leur esprit, la disparition quasi totale de certaines catégories (auxiliaires, électromécaniciens et maintenanceurs) et un repositionnement pour d'autres catégories (photograpeurs notamment). Ce qui nécessite, toujours selon eux, de mettre en place d'urgence un grand « plan social » qui aille bien au-delà de celui de l'accord de juin 1992. Il prévoit de faire partir les ouvriers du Livre dès l'âge de cinquante ans et d'inciter les plus jeunes aux départs volontaires, le tout financé pour une part importante par les pouvoirs publics, avec lesquels la direction du groupe Hersant se flatte d'avoir les meilleurs rapports, ce dont nous ne doutons pas.

Chaque entreprise pourrait ensuite proposer « son » plan à la carte en fonction de ses besoins et de son rythme de modernisation.

Pour autant, faut-il rejeter globalement ce nouveau plan, refuser catégoriquement d'en discuter ? Certains parmi nous l'ont un moment pensé. Ce n'est pas l'avis du comité syndical, ce n'est pas plus celui du Comité inter. En ce qui nous concerne, nous avons dit clairement ce qui n'est pas négociable, ce qui peut se discuter et dans quel cadre nous entendons mener ces discussions.

Ce qui n'est pas négociable, c'est la remise en question des personnels garantis par l'accord de juin 1992. Le cadre dans lequel nous voulons négocier, c'est le cadre paritaire régional. Toutes les dispositions qui pourraient accompagner un nouveau plan social de nature à répondre à notre exigence passent par un accord régional. Ensuite, en fonction des particularités de chaque entreprise, comme ce fut toujours le cas, des accords peuvent être alors négociés localement. Mais, en tout état de cause, le plan social ne peut être pour nous une méthode d'organisation du travail.

Nous ne sommes pas, bien sûr, opposés par principe à « monter » en rédaction, puisque cette situation existe déjà dans plusieurs entreprises. Mais il ne faudrait pas à cette occasion qu'une partie de nos attributions et des travaux nous soient enlevée (suivi des pages, morassage, entre autres).

Il sera aussi nécessaire d'engager prochainement une réflexion autour de l'évolution de notre profession, de la place de notre statut d'ouvrier du Livre dans un environnement rédactionnel, de l'avenir de notre bureau de placement et d'une éventuelle recomposition syndicale correspondant au bouleversement des structures en prépresse.

Dans la phrase actuelle, nous ne pouvons nous en tenir qu'à la minute catégorielle signée en juin 1992 et faire en sorte de maintenir, malgré nos différences, l'unité et la cohésion de toutes les catégories dans le Comité intersyndical du Livre parisien, qui reste le plus sûr interlocuteur pour contraindre les patrons de presse à rester dans un cadre paritaire régional.

C'est d'ailleurs dans cet esprit que le Comité inter a rédigé le texte (voir folio IV) en réponse à la note du SPP. Il ne s'est pas fait sans difficultés, après de nombreux débats, mais il a le grand mérite de prendre en compte toutes nos différences et de manifester notre volonté de nous présenter unis devant les patrons de presse dès le vendredi 9 juillet, date de reprise des discussions.

Par ailleurs, le ministre de la Communication, Alain Carignon, souhaite réunir courant juillet une table ronde pour débattre des problèmes de la presse. Les éditeurs ont refusé notre présence. Nous avons fait connaître, à travers le numéro 5 d'« Edition spéciale », tiré à 200 000 exemplaires, notre appréciation dans une lettre ouverte dont le titre résume à lui seul notre détermination : « Pas sans nous, monsieur Carignon ! »

Nous sommes aujourd'hui à un tournant de notre histoire professionnelle et syndicale. Nous ne saurons le négocier au moindre mal que dans la cohésion et dans l'unité de toutes les catégories, pour que chacun, en paraphrasant Philippe Villin, puisse exercer un « vrai métier durable ». Si ce n'est pour lui qu'une formule vide de sens, ce sera pour nous notre objectif principal.

**7 juillet 1993,
le comité syndical.**